

# CONSTITUTION EUROPÉENNE : un référendum pour dire **NON !**



**La « Constitution » européenne sert à graver dans le marbre un modèle économique qui laisse le marché roi et le citoyen démuné face à la loi impitoyable de la concurrence.**

Jusqu'ici, nos pays ont eu à pâtir des orientations suicidaires de la Commission européenne en matière de libre-échange et de politique de la concurrence. Avec la « Constitution » adoptée le 18 juin à Bruxelles, nous serons condamnés à subir une telle politique à perpétuité !

## **> NON à la « politique » libre-échangiste qui sape nos industries**

Sciemment, le marché européen a été ouvert au libre-échange. La recherche permanente du profit mène à un vaste mouvement de délocalisations. L'article III-40 de la Constitution confirme que « la Commission s'inspire de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les états membres et les pays tiers ». Cet article engage donc l'Union européenne à ouvrir davantage son marché.

Comment les salariés français pourront-ils être compétitifs face aux pays à bas salaires ?

Les conséquences sont déjà visibles : délocalisations, désindustrialisation, chômage en Europe ; appauvrissement et exploitation dans les pays à bas salaires !

Ces orientations ont été volontairement souscrites par les gouvernements successifs ! Refusons les !

## **> NON à la « politique » de la concurrence qui empêche de les sauver**

Nos entreprises sont livrées à une concurrence intenable des pays à bas salaires, tandis que nos gouvernements ne peuvent intervenir pour sauver nos industries que si le commissaire européen à la Concurrence donne son aval !

Les aides d'Etat sont interdites (articles III-56) ou extrêmement sévèrement encadrées. Sauver ou non une entreprise ne dépend nullement de l'expression démocratique mais du « fait du prince », en l'occurrence la Commission européenne.

Notre politique industrielle continuera d'être étouffée par le dogmatisme de la Commission européenne. Cela, nous le refusons !

# POUR NOS EMPLOIS, DISONS NON À LA CONSTITUTION EUROPÉENNE FAITES GAGNER LE «NON» !



Je souhaite recevoir de la documentation sur le MRC

Je souhaite adhérer au MRC

Nom : ..... Prénom : .....

Profession (facultatif) : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

N° Tél : ..... Portable : ..... Courriel : .....

À retourner au : MRC • 9, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 PARIS

Téléphone : 01 44 83 83 00 • Télécopie : 01 44 83 83 10 • Courriel : contact@mrc-france.org • Site Internet : www.mrc-france.org

